

Questions orales

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Le ministre devra s'y prendre de bonne heure pour convaincre les Canadiens que la TPS est créatrice d'emplois. Le gouvernement n'a que deux politiques: des taux d'intérêt plus élevés et des taxes plus élevées. Chaque fois qu'il hausse les impôts, il attise l'inflation. Chaque fois qu'il relève les taux d'intérêt, le coût des emprunts monte, aggravant encore plus l'inflation.

• (1420)

La politique du gouvernement est en train de nous fermer les marchés mondiaux. Comme le Conference Board du Canada le disait cette semaine: «Les taux d'intérêt ont beaucoup augmenté depuis le début de 1988, ce qui a eu un effet néfaste sur la performance commerciale du Canada.» Le Conference Board conclut que «cette stratégie retardera probablement la relance et en diminuera l'intensité».

Quand le gouvernement proposera-t-il une politique de plein emploi et un nouveau budget au lieu de sa politique de chômage et de récession?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député doit se rendre compte que les tensions inflationnistes sont la raison des taux d'intérêt élevés. On ne peut s'y dérober. Quand le Parti libéral l'a fait en 1980, il a causé une grave récession.

Après sept ans de croissance sans précédent, il est normal que la capacité excédentaire se manifeste et doive être supprimée de notre économie. C'est ce qui se produit en ce moment. Nous essayons d'empêcher l'inflation d'échapper à notre contrôle.

Nous y arrivons. Les taux d'intérêt baissent, comme le député a pu le constater dans le taux que la Banque du Canada a annoncé aujourd'hui.

* * *

LE GOLFE PERSIQUE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Les États-Unis ont annoncé l'envoi massif de troupes dans le Golfe et le secrétaire américain Baker cherche à faire adopter une résolution qui aurait pour effet de

sanctionner le recours à la force contre l'Irak. Par ailleurs, les pays non alignés membres du Conseil de sécurité ont présenté une résolution visant à donner au secrétaire général un mandat élargi de maintien de la paix, à créer une force aérienne de maintien de la paix et à favoriser le règlement pacifique du différend.

Le ministre peut-il nous dire quelle est la position du gouvernement du Canada à l'égard de ces propositions? Appuyera-t-il la proposition concernant le maintien de la paix qui est actuellement à l'étude au Conseil de sécurité?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je remercie le député de m'avoir posé la question.

Comme il le sait, le Conseil de sécurité a trouvé le succès remporté au cours des trois derniers mois remarquable parce que le texte des résolutions a été débattu en long et en large au sein même du conseil. Ce fut le cas sous certains rapports, dans l'affaire de l'invasion du Koweït par l'Irak et lors d'autres incidents survenus au Moyen-Orient, où l'intervention du Conseil de sécurité a été possible.

Les discussions se poursuivent et, pour tout dire, je ne crois pas que je contribuerais à l'atteinte d'un consensus au sein du Conseil de sécurité si je me prononçais ici sur la teneur de ces propositions.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Une question supplémentaire, monsieur le Président.

Le ministre n'ignore probablement pas que la plupart des témoins entendus récemment par le Comité permanent des affaires extérieures préconisaient comme nous que le Canada et tous les pays visés par la crise fassent preuve de patience et, notamment, donnent le temps aux sanctions de faire leur oeuvre.

Le ministre peut-il nous dire si les Nations Unies ou le ministère des Affaires extérieures ont déjà pu évaluer précisément l'efficacité de l'actuel embargo économique et si le gouvernement canadien, en tant que membre du Conseil de sécurité, va exercer des pressions auprès de celui-ci pour qu'on étende et renforce les sanctions économiques afin de faire parvenir un message clair à l'Irak sans pour autant continuer à parler d'une escalade des hostilités militaires?